

# Une collaboration pédagogique autour des paysages de la rénovation verte du grand Belle-Beille (Angers).

Morgane Bourigault, Hervé Davodeau

▶ **To cite this version:**

Morgane Bourigault, Hervé Davodeau. Une collaboration pédagogique autour des paysages de la rénovation verte du grand Belle-Beille (Angers).. Idées & territoires, 2019, 3, pp.4-11. hal-02498068

**HAL Id: hal-02498068**

**https://institut-agro-rennes-angers.hal.science/hal-02498068**

Submitted on 4 Mar 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives| 4.0 International License

Idées & Territoires
Le comité scientifique de RésOVilles
La Revue

# Une collaboration pédagogique autour des paysages de la rénovation verte du grand Belle-Beille (Angers)

par Morgane Bourigault & Hervé Davodeau

Pour citer cet article :
Bourigault, Morgane & Davodeau, Hervé. 2019. Une collaboration pédagogique autour des paysages de la rénovation verte du grand Belle-Beille (Angers). Idées & Territoires, La Revue. Numéro 3. p.4-11

Centre de ressources politique de la ville Bretagne / Pays de la Loire | 2, rue Meuris - 44100 NANTES
Tel : 02 40 58 02 03 | contact@resovilles.com | www.resovilles.com
RésOVilles

# Une collaboration pédagogique autour des paysages de la rénovation verte du grand Belle-Beille (Angers)


## Résumé

Plusieurs mémoires de fin d'étude (l'un deux ayant initié un doctorat, Escar 2017), plusieurs projets collectifs en lien avec les habitants (médiation paysagère), des projets individuels (conception et réalisation) etc., les exercices s'accumulent depuis 4 ans sur le quartier de Belle-Beille à Angers. Ils contribuent à renforcer l'ancrage territorial de l'école du paysage (Agrocampus Ouest) dans son quartier. Le contexte du partenariat établi entre Agrocampus Ouest et la ville d'Angers est l'opération « la rénovation verte du grand Belle-Beille ». De 2016 à 2024, 500 millions d'euros vont être investis dans les deux quartiers angevins concernés Monplaisir et Belle Beille (dont 100 millions de l'ANRU), avec à Belle Beille plus de 1300 logements rénovés, 500 construits, 623 démolis. Les 11 600 habitants voient actuellement leur quartier profondément évoluer, les travaux étant déjà entamés, en particulier pour l'arrivée du tramway (mise en service 2022). Mais Belle-Beille accueille aussi 10 000 étudiants, dans un campus universitaire situé à l'Ouest du boulevard Beaussier, et relativement isolé du quartier d'habitations : c'est l'un des objectifs du programme urbain que de relier les deux ensembles, et le partenariat pédagogique s'inscrit dans cette perspective.





**Morgane Bourigault**

Morgane Bourigault, développeuse territoriale, chargée de mission à la maison du Projet du renouvellement urbain de Belle Beille . Chaque projet de renouvellement urbain prévoit la mise en place d'une maison du projet permettant la coconstruction du projet dans ce cadre. Elle est à ce titre en charge depuis 2016 de la démarche Campus Quartier à Belle Beille.

*Crédit photo : Ville d'Angers*

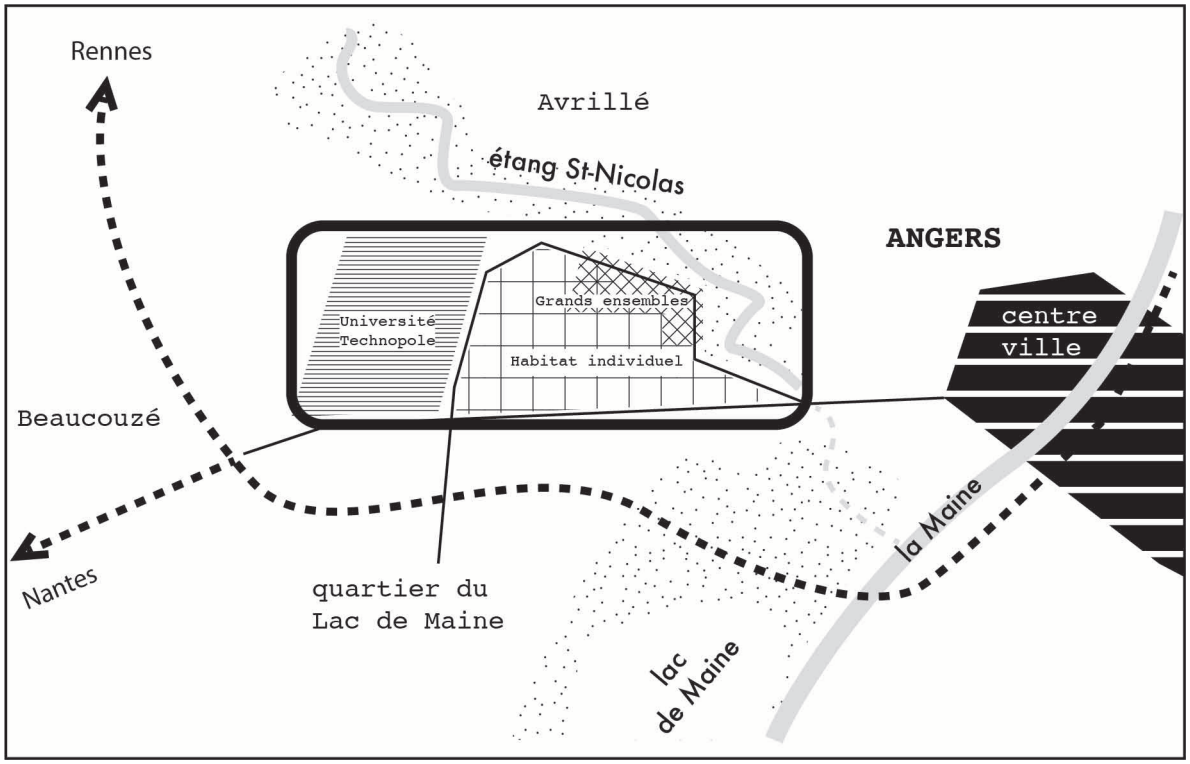


**Hervé Davodeau**

Hervé Davodeau, géographe, est enseignant à l'école du paysage d'Angers (Agrocampus ouest) et chercheur dans l'UMR CNRS ESO (Espaces et Sociétés). Il enseigne auprès des ingénieurs paysagistes angevins (master 1 et master 2 essentiellement), en particulier la géographie urbaine et les questions d'aménagement. Ses recherches portent sur l'action paysagère : politiques publiques du paysage, pratiques professionnelles des paysagistes, mobilisations sociales autour des paysages.

Après une courte présentation géo-historique de Belle-Beille et après avoir souligné les caractéristiques socio-démographiques du quartier, nous nous appuyons sur ce rapide état des lieux pour qualifier le lien campus/quartier, puis nous montrons que les enjeux associés à cette relation ambivalente sont au cœur du projet de « rénovation urbaine du grand Belle-Beille » dont nous présentons les objectifs à grands traits. Le second temps de l'introduction consiste à présenter tout aussi rapidement les collaborations pédagogiques nouées ces dernières années entre l'école du paysage d'Angers (Agrocampus Ouest) et la Maison du projet, dans le cadre d'un partenariat plus large établi autour du projet entre la Ville d'Angers et bien d'autres partenaires institutionnels du campus (UFR Lettres, langues et sciences humaines, Polytech Angers). Les actions pédagogiques « en paysage » sont illustrées par un poster structuré de manière à témoigner de la diversité des exercices conduits par les étudiants (paysagistes du cursus ingénieur en M1 et M2, et universitaires pour le M2 co-porté par Agrocampus Ouest et l'Université) : ateliers de projet (conception, réalisation), médiation paysagère (participation, animation), modules plus spécifiques (photographie, paysage sonore, jeu de rôles), stages individuels et mémoires, conférences (recherche).

Nous ne présentons pas plus en détail le contenu de ces exercices (la séance de présentation des posters pourra permettre de le faire) afin de répondre aux deux questions de l'appel à communication du séminaire : « comment la singularité des territoires influe (ou non) sur les contenus voire sur les modalités des enseignements ? », « comment les écoles conçoivent leur propre rôle dans les dynamiques de projet de ces territoires ? ». Nous chercherons donc à travers notre exposé à questionner – en confrontant deux points de vue situés (la développeuse territoriale de la ville d'Angers et l'enseignant-chercheur de l'école du paysage) - les plus-values pour l'enseignement d'une pédagogie ancrée sur son territoire (les territoires d'ancrage d'une école sont multiples et emboîtés, nous ciblons seulement ici le quartier), et les plus-values pour le territoire et pour le projet d'un tel partenariat pédagogique. Pour répondre à ce questionnement en miroir, nous structurons notre propos par trois entrées qui se sont imposées à nous au cours de notre discussion préparatoire à ce colloque : la participation, les temporalités, le paysage.




Localisation du quartier de Belle-Beille dans l'Ouest d'Angers (schéma HD)

## Une pédagogie ancrée

Du point de vue de l'enseignant, les expériences conduites sur le quartier permettent d'ancrer l'enseignement sur un « terrain » (de proximité ce qui n'est pas sans avantage pour les aspects logistiques), d'en exploiter toutes les vertus pédagogiques mais nécessite aussi d'en surmonter les difficultés pratiques (Zrinscak 2010). Le terrain permet d'activer une pédagogie inductive (construire des questions à partir des observations), déductive (rechercher dans le terrain les manifestations des connaissances théoriques acquises en cours), et expérimentale : c'est une ressource qui permet de faire de choses (et par là d'en apprendre) que l'on ne peut pas faire ailleurs et autrement. En premier lieu rencontrer des acteurs dans leur espace quotidien et observer les usages ordinaires, habitants mais aussi élus et gestionnaires dans leurs pratiques professionnelles, et surtout travailler avec eux. Le terrain produit sur les étudiants un effet de réalité stimulant, leur donnant le sentiment de toucher du doigt les conditions d'une vie professionnelle toute proche, celles que l'on découvre par un stage (sur le terrain) qui fait office de transition. En même temps qu'elle galvanise, l'expérience du terrain peut aussi décourager face aux difficultés rencontrées (la faible disponibilité des partenaires, les conflits interpersonnels, les conditions de travail, etc.). Elle est aussi un désenchantement par bien des aspects, ce qui en retour peut alimenter une critique de la pédagogie (déconnectée du terrain) ou au contraire la conforter (finalement c'est plutôt heureux qu'elle ne cherche pas à coller aux mauvaises conditions de travail sur le terrain… il ne s'agirait pas d'apprendre à mal travailler). Plus spécifiquement, et en lien avec les compétences que nous développons dans nos formations, travailler non seulement sur un terrain mais sur un territoire qui inclut l'école présente l'avantage de replacer notre établissement dans l'histoire de l'aménagement du territoire, et par là, de faire éprouver concrètement à l'étudiant ce lien en confrontant sa propre histoire personnelle à l'Histoire urbaine (celle des grands ensembles des années 50 pour Belle-Beille) ou agronomique. L'ancrage du terrain renvoie donc à une histoire, une géographie, et surtout à des acteurs passés et présents, avec lesquels il nous est permis de faire travailler les étudiants. Se confronter et comprendre le jeu des acteurs (difficile à aborder en classe à distance) est la principale vertu d'une pédagogie ancrée sur un territoire, qui plus est lorsqu'elle permet de les mobiliser.

Pour la « développeuse territoriale » en charge de l'animation de la maison du projet, l'un des enjeux de l'aménagement de Belle-Beille est aujourd'hui de réussir à décloisonner le quartier d'habitation du campus qui s'y est greffé à partir des années 70-80, mais sans que cette greffe ne prenne réellement et ne bénéficie vraiment au quartier (en témoignent les fermetures de commerces et de services à la population que la présence de milliers d'étudiants à proximité ne permet pas de maintenir). Pour les habitants, le campus génère plus de nuisances (passages des bus, problèmes de stationnement) que de retombées positives. Par ailleurs, la question de l'ancrage se pose différemment pour les habitants : le projet urbain se donne pour objectif non seulement de désenclaver le secteur des grands ensembles pour mieux l'ouvrir sur l'ensemble du quartier mais aussi de mieux rattacher le quartier dans son ensemble au contexte urbain environnant (c'est le sens de la formule rénovation du « grand » Belle-Beille), l'intention est donc moins de renforcer l'appartenance des habitants à leur quartier (ce sentiment est déjà fort) que de permettre de mieux s'approprier une échelle urbaine plus large et moins exclusive … On perçoit là l'ambivalence de la question de l'ancrage, posée différemment selon les points de vue du pédagogue ou de la chargée de mission. Pour autant, ces sujets de l'appartenance territoriale et de l'identité posés sur (par) le terrain aux étudiants sont évidemment aussi au cœur de leur formation (en particulier dans les unités d'enseignements « Médiation paysagère et participation », « Controverses environnementales et paysagères »).

## Expérimenter la participation

Si les enjeux et les méthodes de la participation peuvent être éclairés en cours, elles doivent être mises à l'épreuve du terrain. Dans le cadre de la collaboration avec la Maison du projet, les étudiants ont été conduits à y concevoir et animer des réunions publiques (sur le thème des perceptions et usages du parc St-Nicolas, ou des places et placettes du quartier). Ils y ont expérimenté des démarches, testé des outils, les ont adaptés aux conditions qu'ils ont rencontrées, en particulier le problème de la mauvaise représentativité des participants au regard de la sociologie du quartier. C'est ce constat qui les a conduit à détourner l'exercice du jeu

de rôle, du moins tel que nous l'avons pratiqué en salle à des fins d'analyse du jeu d'acteurs et de déconstruction des discours autour d'une situation de conflit (Davodeau, Toublanc, 2018) : pour compenser l'absence de certaines catégories de population lors des ateliers, ils ont inventé un jeu de carte permettant – dans l'esprit du jeu de rôle – aux personnes présentes d'endosser le profil des catégories absentes et de tenter d'exprimer pour eux leurs attentes (et par là de se décentrer vis à vis des leurs). Ainsi, concrètement travaillée, la situation les a poussés à faire preuve d'inventivité en les incitant à adapter leur savoir et savoir-faire à ladite situation et aux problèmes rencontrés : non seulement celui de la représentativité, mais aussi celui de la mobilisation (difficile) et des publics dont le profil était loin des leurs : personnes âgées, d'origine immigrée (problème de la langue et de la maîtrise de l'écriture), à mobilité réduite, faiblement diplômées etc. Ce n'est pas seulement l'épreuve du terrain qui se manifeste ici, mais celle d'un terrain particulier : l'un des quartiers les plus pauvres d'Angers, à la fois si proche (spatialement) et si loin (socialement) de l'école ... Plus fondamentalement, ce public et ces ateliers les ont questionnés sur l'objectif de mixité sociale au nom duquel le projet de renouvellement urbain est conduit. Alors qu'intuitivement et « à distance » le principe était pour eux évidemment partagé, ce qu'engage sa traduction dans le projet par le relogement hors du quartier des populations les plus fragiles – afin de diminuer le taux de logements sociaux, objectif déclaré et très bien assumé par la Ville, d'autant plus qu'il est présenté comme imposé par l'Etat (règle de l'ANRU) – les a beaucoup interrogés... Nous ne l'avons pas suffisamment fait (seulement informellement par des discussions), sur l'appui d'articles critiques sur le sujet (Charmes, 2009) aurait permis de mieux construire la discussion et d'apporter un certain nombre de réponses.

Du point de vue de la Maison du projet, faire appel à des étudiants pour animer des ateliers était une manière de miser sur la force du nombre (une promotion de 10/15 étudiants, tous n'étant pas nécessairement mobilisés en même temps, surtout si les participants ne sont pas nombreux), la fraicheur et l'inventivité de la jeunesse, mais aussi d'une certaine façon légitimer la démarche auprès des habitants par la dimension pédagogique. Sur le fond c'était aussi un moyen de monter en compétences les habitants (Balteau, 2018), l'idée étant – et c'est fondamental – que ce travail d'éducation populaire soit préalable à la phase de participation plus officiellement mise en œuvre dans le processus de projet (les étudiants interviennent à un stade préalable, préparatoire). Pour les agents de la ville, ce processus n'est pas sans risque car les étudiants ne sont pas des professionnels de la concertation, ils peuvent manquer de maturité (en particulier dans le contexte particulier que nous avons décrit), et une mauvaise expérience pédagogique peut fragiliser la participation qui doit s'enclencher à sa suite. Cela nécessite donc pour les agents territoriaux d'être clairs avec les habitants sur cette partition (travail préparatoire avec les étudiants / concertation avec le bureau d'études spécialisé) et d'assumer sa nature pédagogique et expérimentale.

## Les temporalités du projet et de la pédagogie

Engager un tel partenariat, sur plusieurs années et dans une telle proximité géographique, présente évidemment pour les enseignants beaucoup d'avantages : un travail sur la durée permettant l'enchaînement, la continuité et la progression pédagogique, et aussi de créer un lien de confiance avec les acteurs du projet (liens professionnels et personnels). Cette dimension temporelle est aussi contenue dans le projet qui s'étale sur 15 ans et qui questionne l'histoire et le devenir du quartier. Quant au présent, c'est un chantier à ciel ouvert qui marque nécessairement les enfants qui grandissent dans cet environnement transitoire, chamboulé. C'est ce qui nous a conduit à souhaiter travailler avec les scolaires du quartier par l'intermédiaire des étudiants : vivre son enfance dans le chantier est un bon prétexte pour apprendre son histoire, surtout lorsqu'elle est mise à distance par un projet qui se donne comme objectif de faire évoluer l'image et l'identité du quartier. Le renouvellement urbain consiste aussi à transiter de l'époque de grands ensembles (sont démolies les barres les plus massives issues du début des années 50) à celle de la ville durable (identité d'éco-quartier avec la construction d'un immeuble en bois comme emblème). Aussi, le projet est évidemment pour nous un support idéal pour questionner avec les étudiants la valeur patrimoniale d'un certain nombre d'édifices en les éclairant de connaissances historiques qui trouvent ici une incarnation tangible : pour l'habitat pavillonnaire le mouvement d'autoconstruction avec les castors et le personnage charismatique de Christine Brisset (Légé, Tanter, 1987) , et pour les grands ensembles le rôle joué

par l'angevin Claudius Petit trouvant à Belle-Beille un site d'expérimentation des ZUP à venir (l'urbanisation du plateau étant antérieure à 1958 ). Pour spatialiser ces informations, j'ai moi-même accompagné une stagiaire paysagiste dans un travail de représentation (carto)graphique des phases de l'urbanisation du quartier . Cette réflexion sur l'histoire des lieux alimente le travail de conception lors des ateliers de projet (comment faire évoluer le quartier ?), comme dans les exercices à teneur plus artistiques (atelier photographique). La durée très longue de l'opération de renouvellement urbain demande aux acteurs en charge du projet de « gérer l'attente », en particulier entre les travaux de démolition et les nouvelles constructions. C'est pour tenter de faciliter ce passage que la ville a formulé une commande de deux projets « transitoires » auprès des ingénieurs paysagistes angevins (place de la Dauversière), qui se sont alors confrontés à la question de l'aménagement éphémère dans un contexte d'incertitude accentué par le fait qu'ils savaient ce qui avait été détruit mais pas ce qui allait être construit... Comment dès lors penser la transition (vers quoi) ? Pourquoi faire adhérer les habitants à la démarche (à laquelle ils devaient les faire participer) si c'est pour voir l'aménagement disparaître à court terme (il ne s'agirait pas qu'ils s'y attachent ...) ? Là encore, on perçoit bien les vertus d'une expérience de terrain dans le cadre d'un projet lancé, ... et à l'approche d'échéances électorales (cette dimension politique est évidemment aussi très formatrice et seule le terrain peut véritablement permettre de la saisir).

Toujours sur cette dimension temporelle, la création du lien de confiance dont nous avons témoigné du point de vue de l'enseignant plus haut, est ressenti réciproquement par les agents municipaux à l'égard des universitaires engagés dans le partenariat. Cette relation est d'autant plus essentielle que le renforcement du lien quartier / campus est un enjeu fort du projet. Cette confiance est encore plus essentielle pour les habitants, éloignés et méfiants à l'égard de l'institution scolaire et universitaire. Si les étudiants passent, les enseignants demeurent et leur engagement sur le temps long est rassurant pour les habitants qui participent aux activités de la Maison du projet. Les agents territoriaux mobilisés dans ce partenariat le vivent comme un moyen de « lever le nez du guidon », s'extraire de la temporalité politique qui rythme leur activité professionnelle, et bien-sûr aussi réactualiser des connaissances (la temporalité encore). Cette collaboration sur le temps long nécessite aussi de capitaliser les expériences pédagogiques conduites, de prendre le temps du bilan et de la réflexivité (c'est l'objet de cette communication à deux voix). Un autre enjeu, toujours du point de vue de l'agent de la maison du projet et qui est une autre manifestation de la temporalité, est de concilier celle de la pédagogie et celle des habitants : l'année universitaire a ses contraintes, elle est courte et n'est pas toujours en phase avec le projet (les étudiants sont mobilisables avant leur départ en stage seulement au premier semestre, à une période automnale et hivernale sans doute peu favorable aux ateliers en soirée).

A une autre échelle, la question de la temporalité se pose dès lors que ces habitants qui participent aujourd'hui ne le seront peut-être plus demain (le quartier de Belle-Beille est celui qui connaît le turn-over le plus fort à Angers, nous y reviendrons au sujet de l'interculturalité). Enfin, sur la question patrimoniale, l'enjeu est clairement souligné pour les acteurs en charge des opérations de renouvellement urbain (Blanchard, 2013). Même si le travail n'a pas été conduit avec les étudiants paysagistes, la mise à jour de l'exposition de 1986 (une série de posters découverts par hasard, numérisés puis restaurés), et surtout l'élaboration par les étudiants en histoire de l'université d'un site Internet consacré à l'histoire du quartier (plans anciens, témoignages vidéo d'habitants présents depuis la construction), traduit cette attention à l'histoire pour la développeuse territoriale de la Maison du projet. Cependant il existe une tension certaine entre les enjeux de patrimonialisation (les coûts ou choix associés) et la volonté de rénover ces immeubles afin de prolonger leur vocation de logement social.

## L'interculturalité : angle mort, fausse piste

Autant la population du quartier de Belle-Beille est relativement homogène socialement (quartier populaire), autant elle est diversifiée sur un plan culturel (proportion importante de population d'origine étrangère). Cette diversité est visible dans les usages quotidiens, plus particulièrement à travers les pratiques culturales(/relles) dans les jardins familiaux où les odeurs et couleurs expriment des savoir-faire et des sensibilités très différents, mais aussi dans des usages plus spécifiques (la pêche à l'étang St-Nicolas). Or, pour l'enseignant comme pour la chargée de projet, cette réalité apparaît comme un angle mort : dans la pédagogie où elle n'a pas été travaillée, comme dans le projet où elle ne l'est pas véritablement non plus. Cette diversité qui s'exprime dans les jardins, comment la traduire à l'échelle du paysage ? Comment prendre en compte les différences dans le projet ? Le sujet est délicat car il pose la question ambiguë de l'identité paysagère et de ses fondements culturels et il véhicule un arrière-plan idéologique et politique très sensible (communautarisme VS intégration-assimilation) … Malgré tout, l'opération de « renouvellement » urbain avec son objectif d'une plus grande mixité sociale ne peut pas faire l'économie d'une réflexion sur la diversité culturelle et son expression paysagère : comment faire en sorte que le paysage *ressemble* à sa population ? N'est-ce pas la condition pour qu'il *rassemble* ?

Mais examinée d'un peu plus prêt, la dimension culturelle n'est-elle pas finalement une fausse piste ? La diversité du quartier ne doit-elle pas plutôt être prise sous l'angle du temps de présence dans le quartier (on retrouve la question de la temporalité) dans la mesure où c'est le turn-over très fort (car c'est à Belle-Beille que l'on accède le plus rapidement à un logement social) qui génère cette diversité. Autrement dit - ce sujet que l'on est tenté d'aborder sur un plan culturel – n'est-il pas d'abord une question sociale ? Dans ce cas, sa traduction paysagère doit être formulée sur un tout autre plan que celui de l'ancrage : celui du passage et de l'accueil de ces nouveaux habitants pour qui le paysage ne doit pas d'abord servir d'enracinement mais aider au repérage, au balisage. Une forme de stabilisation moins définitive que le rôle qu'on veut lui faire jouer dans un registre strictement identitaire.

## Paysage : rénovation « verte » du quartier ?

D'un point de vue pédagogique, même si le sujet n'est pas vierge sur le plan de la recherche (Blanchon 2007, Delbaere 2016), il n'est pas si habituel de chercher du paysage dans un quartier de grands ensembles, de demander aux étudiants d'en déceler les qualités, d'en comprendre l'histoire et les enjeux de gestion actuels (ex. résidentialisation). « Pister » le paysage est une recherche au sens propre, tant le terme est peu utilisé par les habitants, les étudiants s'en sont bien rendus compte lors des ateliers en salle ou durant les sorties sur le terrain. Cette absence doit non seulement être interprétée (il faut comprendre cette marginalisation d'autant que le paysage est au contraire central dans leur formation) mais aussi compensée (il faut faire avec) : puisque la commande est bien d'éclairer la nature des relations sociales (usages, représentations, attentes) des populations à l'égard de leur(s) paysage(s), comment en parler, comment leur en faire parler ? Les étudiants doivent-ils assumer leur entrée, au risque de ne pas toujours bien se faire comprendre et du coup devoir faire preuve de pédagogie pour lui donner un contenu précis (au risque d'imposer leur propre définition) ? Doivent-ils le contourner en utilisant des équivalences, mais « territoire, cadre de vie, environnement, patrimoine, ambiance » ne véhiculent-ils les mêmes significations ? Les étudiants touchent ici des questions sémantiques qui sont des questions de recherche fondamentales sur ce qu'est le paysage mais aussi sur la nature de l'action paysagère qui peut s'exprimer « à découvert » (avec une utilisation explicite du paysage dans l'action) mais qui parfois (le plus souvent) « avance masquée » : dans ce cas il faut débusquer le paysage à l'œuvre dans les motivations sans qu'il ne soit mis en avant par les acteurs. Un quartier populaire comme celui de Belle-Beille est caractéristique de cela, comme j'ai pu l'observer puis l'analyser par le jeu de rôle avec les étudiants sur le conflit des terrains de sports informels de la Lande (Davodeau Toublanc 2019).

Dans une visée plus opérationnelle mais toujours du point de vue de l'enseignant, se saisir d'une opération de renouvellement urbain permet de la travailler avec les étudiants, et pour ce qui nous concerne de focaliser leur attention sur sa dimension paysagère en questionnant l'objectif affichée de « rénovation verte » : quelle réalité recouvre le slogan ? Un changement d'image certainement (verdir l'image du quartier de grands ensembles dont le projet efface les barres

les plus imposantes), mais au-delà, sur un plan plus tangible, quel verdissement ? Le quartier est de fait déjà très « vert », c'est même ce qui fait sa caractéristique (une simple vue aérienne en témoigne) et sa qualité pour les habitants. L'analyse historique du quartier (le projet des années 50) démontre d'ailleurs combien était centrale (bien que périphérique dans l'espace) la valorisation du parc et des étangs St-Nicolas dans la programmation et la conception du premier grand ensemble angevin (pour ne pas dire français car l'opération était expérimentale et se devait exemplaire). Par conséquent, alors que le paysage urbain est déjà « vert » (arboré, végétalisé), qu'entendre par « rénovation (verte) » ? Ici c'est moins la nature du paysage que l'on questionne avec les étudiants que celle du projet, et plus spécifiquement les fondements du « projet de paysage » dont la caractéristique – si l'on suit le discours des praticiens et que l'on s'appuie sur les recherches qui le théorise (Besse, Fromonot, Marot) – valorise ce qui est déjà là (« l'existant »). Par conséquent, le travail des étudiants consiste moins à identifier les problèmes et dysfonctionnements (ce à quoi la notion de diagnostic semble conduire, et les étudiants les abordent aussi bien-sûr) que les qualités perçues des paysages tels qu'ils sont, l'objectif étant de les transmettre aux porteurs du projet dans l'espoir que celui-ci les prenne en charge (bien-sûr les étudiants se questionnent sur les raisons profondes de leur travail et son véritable poids pour nourrir – pour ne pas dire infléchir – le projet). Les étudiants, tout autant que le paysage qu'ils travaillent, expérimentent un rôle de médiateur de la parole habitante vis à vis des porteurs du projet. La parole habitante qu'ils relaient à l'égard des paysages et de leurs qualités existantes n'est pas de l'ordre d'un patrimoine à conserver et à transmettre en l'état mais plutôt de paysages « en commun » (Sgard et al, 2018), supports d'usages à préserver ou à développer. Enfin, si le quartier de Belle-Beille permet de travailler les apports du paysage au service d'une action publique, il permet aussi d'en mesurer les limites ... L'entrée paysagère butte sur des questions qui lui échappent (par ex la fermeture des commerces de proximité préoccupe beaucoup), ce qui permet aussi de relativiser les potentialités de l'action paysagère ainsi que les vertus pédagogiques du paysage, d'en faire prendre la juste mesure aux étudiants.

Pour la développeuse territoriale, l'enjeu du paysage est une dimension réelle du projet. L'objectif politique est effectivement de changer l'image du quartier par la promotion du paysage en améliorant l'accès au parc, en facilitant au sein du quartier les mobilités et les cheminements, mais aussi en conservant la qualité du cadre de vie existant malgré les transformations en cours et à venir (démolitions, reconstructions). A la Maison du projet, les habitants expriment leurs inquiétudes à l'égard de ces transformations. Le projet est perçu par beaucoup comme une rupture, un facteur de destabilisation du cadre de vie et des habitudes. Dans ce contexte, le réflexe est en retour de recourir à l'argument d'autorité d'une nature à préserver, d'autant que la « rénovation verte » s'est débord traduite par l'abattage des grands arbres de l'avenue Patton (travaux du tramway) ... Si de son point de vue de professionnelle de la maison du projet le sujet du « paysage » est effectivement difficile, le thème permet de traiter du parc, des arbres, des espaces publics, des terrains de sport, autant de biens communs pour les habitants (non formulés comme tels évidemment), tant selon une lecture historique du quartier que selon une approche plus sociologique (les usages, les représentations). Mais elle reconnaît aussi l'ambiguïté d'une concertation sur le paysage (c'était la mission des étudiants) dans la mesure où pour les habitants ce qui est en jeu est moins le paysage que le logement, véritablement dégradé (une partie seulement d'entre eux ont été rénovés, les autres le seront dans le cadre du projet). Aussi, en dépit de son caractère synthétique et englobant (encore faut-il qu'il soit perçu comme tel), il peut paraître décalé de faire du paysage la clé d'entrée pour recueillir la parole habitante, voire même être vécu comme une diversion stratégique...

Pour ne pas être pris en porte à faux, l'enseignant comme la développeuse territoriale doivent donc véritablement s'engager dans leur approche du paysage, la politiser au sens plein du terme (Davodeau, 2015). Alors que le sujet sert parfois à neutraliser la parole habitante, l'objectif est au contraire de l'activer, de *rendre véritablement sensible* la question du paysage, d'armer les habitant du paysage face aux projets qui les concernent et qui les affectent. Pour que les populations ne soient pas des contemplateurs ou usagers passifs des paysages qui leur sont livrés, n'est-il pas nécessaire de déployer auprès du plus grand nombre non seulement une culture mais une critique démocratique du paysage, d'inventer ce qui s'apparenterait à une éducation populaire du/au paysage ?

## Bibliographie

BALTEAU E., 2018, Bonjour–bonsoir. Des habitants face à la rénovation urbaine, Métropolitiques, 4 avril 2018. https://www.metropolitiques.eu/Bonjour-bonsoir-Des-habitants-face-a-la-renovation-urbaine.html

BLANCHARD P., 2013, Histoires, patrimoine et mémoires dans les territoires de la politique de la ville, Ministère de l'égalité des territoires et du logement, 65 p.

BLANCHON-CAILLOT B., Pratiques et compétences paysagistes dans les grands ensembles d'habitation, 1945-1975, Strates [En ligne], 13 | 2007, mis en ligne le 05 novembre 2008, http://journals.openedition.org/strates/5723

CHARMES E., 2009, Pour une approche critique de la mixité sociale. Redistribuer les populations ou les ressources ?, La Vie des idées, 10 mars 2009. ISSN : 2105-3030.

DAVODEAU H., 2015, Intégrer le politique dans la formation des paysagistes, revue Géo-Regard n°8 Les dimensions politiques du paysage (dir. A. Sgard et G. Rudaz), pp.69-83/145.

DAVODEAU H., TOUBLANC M., 2019, Les usages pédagogiques du jeu de rôle dans la formation des professionnels du paysage, in Sur les bancs du paysage (dir. A. Sgard, S. Paradis), Métis Presses, pp.129-147/252.

DELBAERE D., 2016, Table rase et paysage : Une exploration des paysages de la modernité pour un renouveau critique du planisme, éditions Pétra, 302 p.

ESCAR N., 2017, Quelle rénovation verte du Grand Belle-Beille ? Etude de cas d'un quartier en rénovation urbaine, M2 PUSM

LEGE, TANTER, 1987, Squatters et castors : l'action de Christine Brisset à Angers (1946-1962), Les annales de la recherche urbaine, n°33, pp.87-96.

SGARD A., BONIN S., DAVODEAU H., DERIOZ P., PARADIS S., TOUBLANC M., 2018, Construire en commun par le paysage. Trois controverses paysagères relues à l'aune du bien commun, revue Espaces et sociétés (n°Biens communs et territoires), 4, n° 175, pp.105-122.

ZRINSCAK G., 2010, Enseigner le terrain en géographie, L'information géographique vol 74, pp.40-54.